

VEILLE STRATÉGIQUE INTERNATIONALE

L'actualité mondiale en quelques points

DÉFINSEEC



NUMÉRO 22 - NOVEMBRE 2022



SOMMAIRE

3

EUROPE

*par Charlotte NONY, Malo BLUMEL, Aurélie LAFEIL
- correction par Bastien POULIQUEN*

6

MOYEN-ORIENT

*par Amandine PRINTZ, Louis PICOULEAU et Léo DONATI
- correction par Justin ROBERT*

9

AFRIQUE

*par Maxime DUPINET, Arnaud LECHENE
- correction par Arnaud LECHENE*

12

ASIE

*par Rodolphe UGUEN, Charly HURIER, Léane MARTIN
- correction par Rodolphe UGUEN*

15

AMÉRIQUES

*par Elina QUILLET, Paul LALOUX, Neary VONG
- correction par Bertille RASCHKE et Clémence FROMONT*

18

AEROSPACE & CYBERSECURITY

*par Bastien POULIQUEN
- correction par Jade DELHAYE*

19

ARMEMENT

*par Kerian HUERTAS
- correction par Clémence FROMONT*

RÉDACTRICE EN CHEF ET CORRECTION

Clémence FROMONT et Loéva HUBERT

EUROPE

L'UE ET SON PLAN DE BATAILLE POUR LA CYBERDÉFENSE

Face à la multiplication des cyber-attaques et au regard de la guerre en Ukraine, le 10 novembre, la Commission de l'Union Européenne a présenté à Bruxelles sa stratégie et ses directives en matière de cybersécurité. Une première étape consiste à établir une liste des points vulnérables sur le territoire afin de cibler les zones considérées comme sensibles. L'enjeu est d'assurer une meilleure coordination des efforts militaires des États membres à destination du cyberspace en stimulant notamment les synergies militaire et civile et les échanges entre les secteurs privé et public.

Davantage d'investissements seront nécessaires aux niveaux européen et national pour pallier le retard technologique et ce, via des programmes tels que le Fonds européen de défense ou Horizon Europe. La création d'un fonds d'intervention d'urgence pour la cybersécurité est prévu. Des propositions de formation à la cybersécurité sont envisagées sous la forme d'une Académie européenne de cybercompétences ainsi que la création d'un centre de coordination de la cybersécurité pour permettre une meilleure connaissance de la situation au sein de la communauté de la défense. Des centres d'opérations de sécurité, les SOC, viendront en appui favoriser le déclenchement de réactions rapides. Ils permettront de surveiller et d'agir en cas d'incident à la fois à la demande des États mais aussi d'organisations clientes.



La défense reste une prérogative des États mais le cyberspace est une question à aborder d'un point de vue transnational, en coopération entre les États membres. En accord avec cette vision, l'OTAN a mis en place une série d'exercices de simulations d'attaques visant des infrastructures militaires en Europe. Des spécialistes, issus d'une quarantaine de pays, étaient chargés de contrer ces assauts en recherchant les pirates sur différents serveurs informatiques. Ces entraînements ont vocation à se multiplier. Des RETEX et rapports seront réalisés pour évaluer la mise en place de cette politique de cybersécurité. « *Il n'y a pas de défense européenne sans cybersécurité* », a déclaré la commissaire européenne au Numérique, Margrethe Vestager.

Charlotte NONY

GUERRE DES DRONES : LE RETARD FRANÇAIS

Le 6 octobre 2022 se tenait la 8e édition de la table ronde de la Banque Publique d'Investissement, traitant de nombreux sujets, dont le rôle du Fonds Européen de la Défense. Cet atelier rassemblait notamment des intervenants de la DGA, Thales Group et Delair Tech, ce qui a naturellement orienté les discussions vers le sujet des drones, de leur emploi et de leur avenir en France. Le constat est sévère : si certains acteurs français affichent de bons résultats en R&D, la France accuse un grand retard sur le sujet, tant dans le domaine commercial que dans le domaine opérationnel.

En effet depuis plus de 20 ans, l'usage de drones de combat ou de munitions rôdeuses s'est imposé comme un atout stratégique dans les différents conflits à travers le monde : le Yémen, le Haut-Karabakh ou plus récemment l'Ukraine en sont de parfaits exemples. Des pays comme les États-Unis, Israël ou la Turquie se sont d'ailleurs imposés comme des acteurs majeurs sur ce terrain. En comparaison, ce n'est qu'à partir de 2014 que les armées françaises ont intégré quelques dizaines de drones de combat d'envergure, modèle américain REAPER..



Une prise de conscience semble s'être opérée en 2021, suite à un rapport du Sénat soulignant le retard de la France dans ce domaine ainsi que sa dépendance à des solutions étrangères. Le sénateur Cédric Perrin s'était ainsi exprimé *"Aussi bien les conflits récents que les développements technologiques envisagés par nos partenaires montrent qu'il s'agit d'une capacité d'avenir à ne pas négliger si nous souhaitons que nos armées puissent tenir leurs rangs dans les guerres futures"*.

Fixant de grands objectifs à l'horizon 2025, ce rapport a très récemment vu sa première concrétisation, avec les deux appels à projets publiés par l'Agence de l'Innovation de Défense, LARINAE et COLIBRI. Tous deux ont pour but de développer des solutions permettant à des appareils d'emporter des charges opérationnelles actives, les dotant de capacités de neutralisation de cibles. Un premier pas donc dans cette course à l'armement.

Malo BLUMEL

EUROPE

UKRAINE : LETTRE OUVERTE DE MILITAIRES RUSSES

Les soldats russes de la 115e Brigade navale d'infanterie ont dénoncé, dans une lettre ouverte, un assaut très risqué qui a provoqué la mort de 300 soldats dans la région de Kherson. Ils témoignent d'une attaque sanglante qui, d'après eux, aurait été mal préparée au vu des conditions géographiques, météorologiques et humaines. L'offensive lancée à l'est de l'Ukraine le 2 novembre visait à prendre le contrôle d'une importante route d'approvisionnement militaire selon l'armée ukrainienne. Pendant quatre jours, des soldats à bout de souffle auraient subi des pertes humaines et matérielles colossales. Des routes importantes pour l'évacuation des blessés et le ravitaillement auraient été détruites. L'opération prévue par les généraux Muradov et Akhmedov aurait été "*mal planifiée*", ces soldats se décrivant eux-mêmes comme de la "*chair à canon*", dans une attaque trop frontale et visible pour l'armée ukrainienne.

Selon France 24, un communiqué du Ministre russe de la Défense reconnaît cette offensive. Cependant, ce dernier revoit à la baisse les affirmations de la brigade, notamment au niveau des pertes subies. En outre, il affirme que les forces ukrainiennes auraient subi des "pertes plus grandes", ce qui démontrerait "l'efficacité" de l'attaque. Le Ministère américain de la Défense estime qu'entre 2 000 et 4 000 soldats russes auraient perdu la vie, mais il est pour l'instant difficile d'estimer précisément ces chiffres.

Cette lettre ouverte apparaît dans un contexte perturbé pour l'armée russe. Le 10 novembre, le Ministre russe de la Défense a annoncé le retrait des troupes de ce secteur. La région de Kherson est une zone qui possède énormément d'atouts. Elle se trouve sur les rives du fleuve Dniepr et est un accès à la mer d'Azov. Elle offre une ouverture privilégiée à la Russie par la Crimée, tout en étant proche de la frontière russe. De plus, elle enferme en elle une valeur symbolique, car Kherson est l'une des capitales régionales tombées dans les mains des russes dès le début de la guerre.



L'objectif de la brigade était également de prendre du territoire ukrainien. Cette attaque a permis l'acquisition de cinq kilomètres.

Aurélie LAFEIL

MOYEN-ORIENT

L'IRAN TESTE AVEC SUCCÈS UN LANCEUR DE DE SATELLITE

Le 5 novembre, Téhéran a affirmé avoir réussi l'envoi d'une fusée porteuse de satellites dénommée Ghaem-100 vers un endroit désertique non dévoilé. La télévision d'État a affirmé que le lanceur de satellites avait été construit par l'organisation aérospatiale des Gardiens de la Révolution et que celui-ci est un lanceur à combustible de trois étages. Cette annonce a suscité de l'inquiétude chez les gouvernements occidentaux et pour cause, le travail iranien sur les lanceurs des satellites pourrait facilement être détourné dans le but de créer des missiles balistiques qui seraient en capacité d'accueillir des têtes nucléaires.



Même si l'Iran affirme que son programme aérospatial répond à des fins civiles, cette annonce intervient alors que les négociations pour un nouvel accord sur le nucléaire iranien sont au point mort. Pour rappel, le pays avait signé en 2015 l'accord de Vienne qui plaçait son programme nucléaire sous la surveillance de la communauté internationale et de l'AIEA.

Si le pays y parvenait, la course à l'arme nucléaire serait sérieusement relancée au Moyen-Orient et plus largement dans le monde. En effet, l'Arabie Saoudite a déjà prévenu que si l'Iran possédait l'arme nucléaire, Riyad n'hésiterait pas à se doter de cette arme. Cela est d'autant plus crédible que Téhéran a promis de rayer Israël de la carte si elle parvenait à obtenir l'arme nucléaire. La survie de l'État hébreu pourrait alors être en jeu.

Si la situation devait dégénérer, les États Unis interviendraient en faveur de leurs alliés dans la région : Israël et l'Arabie Saoudite. Après le retrait américain en 2018, l'Iran a plusieurs fois été suspecté de violer cet accord notamment en enrichissant de l'uranium bien au-dessus de la limite autorisée pour un programme nucléaire civil. Les États-Unis ont, en effet, signé de nombreux accords militaires et de défense avec les deux pays. Ils ont notamment supervisé et financé la construction du dôme de fer israélien et fourni des renseignements à l'Arabie Saoudite dans le cadre de son intervention armée au Yémen.

Amandine PRINTZ

MOYEN-ORIENT

L'HYDROGÈNE, RESSOURCE D'AVENIR POUR LA GÉOPOLITIQUE DU MOYEN-ORIENT

Dans un monde où l'une des principales problématiques est la préservation de l'environnement, le Moyen-Orient suit la tendance et mise sur l'énergie hydrogène. Alors que la COP27 se déroule à Charm el-Cheikh (Egypte), les pays du Golfe s'interrogent sur la pertinence des investissements dans les énergies vertes afin de lutter contre les dérèglements qui touchent cette région. Le sujet, occidental-centré par la hiérarchie des plus gros pollueurs, est aussi un enjeu d'aujourd'hui pour l'Orient qui est perméable aux bouleversements météorologiques incontrôlés, à la neige en plein désert, et aux chaleurs extrêmes à rallonge. Terreau fertile du gaz et du pétrole, le Moyen-Orient voit, à travers l'hydrogène, l'avantage d'exporter leurs matières premières et parallèlement, d'user de l'eau, ressource aux nombreux foyers qui libérerait certaines tensions géopolitiques. En effet, l'hydrogène présente les avantages d'une combustion sans émission de gaz à effet de serre, et voit sa quantité presque augmenter par la fonte des glaces et la montée générale des eaux.



L'objectif serait alors d'user de cette ressource pour les transports sur rails avec notamment la société Alstom qui y voit de nombreux intérêts en Afrique du Nord et au Moyen-Orient. De plus, le leader mondial du gaz Air Liquide, a marqué les débuts de l'hydrogène au Moyen-Orient avec l'installation aux Émirats Arabes Unis d'une station de recharge d'hydrogène en 2017. Depuis, les Émirats constituent l'un des trois pays ayant défini une stratégie hydrogène avec Oman et l'Égypte et amènent les relations géoéconomiques à muter vers une pluralité des ressources à travers le monde. Alors, l'hégémonie du gaz et du pétrole se verra supplantée par l'essor de l'hydrogène en Occident, et les conflits pourraient être répartis grâce à une Europe moins dépendante des pétro-monarchies du Golfe.

Louis PICOULEAU

MOYEN-ORIENT

ATTENTAT MEURTRIER A ISTANBUL

Ce dimanche 13 novembre a été marqué par une explosion dans le cœur de la capitale économique turque, 7 ans jour pour jour après les attentats de Paris, et 6 ans après un autre attentat suicide qui avait eu lieu dans cette même rue Istiklal. Cette artère de 1,4 km, très passante et très commerçante est de fait une cible de choix pour les terroristes, et il ne fait aucun doute qu'elle n'a pas été choisie au hasard. Pour l'heure, les informations disponibles sont floues, d'autant plus que l'état turc impose de ne pas diffuser d'images de l'attentat, dans une logique de limitation d'un impact médiatique qui pourrait bénéficier aux groupes terroristes. Ce que l'on sait, c'est qu'en milieu d'après-midi, la suspecte, une femme entrée illégalement sur le territoire depuis Kobané, dans le nord-est de la Syrie, aurait déposé une bombe sur un banc public, avant de la faire détonner quelques minutes plus tard. Le bilan humain est lourd, avec 6 morts et plus de 80

blessés, dont deux dans un état critique. Grâce aux images de vidéosurveillance, elle a été appréhendée, tout comme 46 autres personnes dans les heures qui ont suivi les événements. Cette région du nord-est, dont la suspecte est originaire, est sous contrôle kurde, ce qui accrédite la thèse d'Ankara, qui indique qu'elle serait reliée au Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK). Le parti revendique en effet depuis 1978 la création d'un état du Kurdistan indépendant, à cheval sur la Turquie, la Syrie et l'Irak, et n'hésite pas depuis ses débuts à employer la lutte armée et le terrorisme. Ce dernier dément néanmoins toute implication, et affirme n'avoir « *aucun lien avec cet événement* » en ajoutant « *nous ne visons pas les civils et rejetons les opérations qui le font* ». Il est difficile de désigner clairement le commanditaire pour le moment, et plusieurs options restent sur la table, aucun groupe terroriste n'ayant revendiqué l'attentat.



Le PKK niant toute implication, il pourrait s'agir d'une attaque téléguidée par l'état islamique, toujours actif en Syrie. Enfin, l'option du « loup solitaire », un élément œuvrant seul au nom d'un groupe duquel il n'est pas membre, n'est pas à exclure.

Léo DONATI

AFRIQUE

OFFICIALISATION DE LA FIN DE L'INTERVENTION BARKHANE

Le 9 novembre dernier, depuis un bâtiment militaire en rade de Toulon et à l'occasion de la revue nationale stratégique, le président de la République a entériné la fin de l'opération extérieure Barkhane, déjà envisagée et préparée depuis l'année dernière. Emmanuel Macron indique « *qu'une nouvelle stratégie sur le continent africain sera officialisée d'ici six mois après consultation avec ses partenaires africains* ». Cette phase d'échange devra permettre de faire évoluer le statut, le format, les missions ainsi que les bases

militaires françaises présentes en Afrique de l'Ouest et au Sahel. Sonnant comme un aveu d'échec assumé, ces déclarations interviennent dans un contexte géopolitique de plus en plus hostile à la présence française sur le continent africain, les populations de ces pays étant convaincues que la Russie et son organisation Wagner sont plus à même d'assurer leur protection et leurs intérêts. Les influences chinoises et turques sont également de plus en plus importantes.



Le chef de l'État a profité de cette allocution pour indiquer que l'influence serait justement érigée au rang de « *fonction stratégique* », passant par un investissement important et avec une détermination accrue pour ne pas rester « *spectateurs patients de cette évolution* ». Ajoutant également qu'il faudra pour cela convaincre et revoir nos moyens de le faire. Cette prise de position marquée du président de la République indique clairement que la France a bien pris conscience de l'importance du champ informationnel et qu'elle ne compte pas baisser les armes dans cette bataille, bien au contraire.

Maxime DUPINET

AFRIQUE

“BOUCLIER DU DÉSERT” : UN RENFORCEMENT DE LA COOPÉRATION MILITAIRE RUSSO-ALGÉRIEN

Ce mardi 15 novembre, un exercice militaire russo-algérien s'est déroulé à la frontière entre la République algérienne démocratique et populaire et le Royaume du Maroc. Cinq jours avant, le 10 novembre, le directeur du service fédéral de la coopération militaire et technique, Dimitri Chougayev a été accueilli à Alger par le général Saïd Chengriha, chef d'état-major de l'armée nationale populaire (ANP) algérienne. Cet exercice s'est déroulé dans la région de Béchar, au sein de la base d'Hammaguir et a réuni 200 soldats russes et algériens afin de réfléchir à la stratégie à adopter contre les groupes terroristes présents au Sahel. Cependant, cet exercice s'inscrit dans le cadre d'un affrontement plus large. En effet, les relations entre le Maroc et l'Algérie se sont dégradées depuis plusieurs années, notamment

après la reconnaissance de la souveraineté du Maroc sur le Sahara occidental par les États-Unis d'Amérique. L'Algérie soutient en effet le Front polissario qui revendique l'indépendance du Sahara occidental vis-à-vis du Maroc. De ce fait, l'Algérie a décidé de se rapprocher de la Russie à travers notamment l'achat de matériels militaires russes. Les tensions géopolitiques ont incité l'Algérie à augmenter le budget de la défense nationale de 130%. Ce budget doit notamment permettre à l'Algérie de s'équiper des chasseurs russes Soukhoï Su75, un contrat qui représente 11 milliards de dollars. Nous assistons donc à une guerre d'influence entre les États-Unis d'Amérique et la Fédération de Russie par pays interposés, comme au temps de la guerre froide.

Arnaud LECHENE



AFRIQUE

RETRAIT DES FORCES BRITANNIQUES DE LA MINUSMA

En parallèle de la fin de l'opération Barkhane au Mali, le gouvernement britannique a annoncé ce lundi 14 novembre le retrait de ses forces de la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation au Mali (MINUSMA). Les forces britanniques au Mali sont d'environ 300 soldats. La MINUSMA a pour objectif d'aider militairement le Mali afin de faire face aux différents groupes terroristes au sein de son territoire. Le nombre de participants à cette opération de maintien de la paix n'a fait que croître depuis son lancement en 2013, passant de

6000 à 15 000 hommes. Ce retrait des forces britanniques intervient dans le cadre du rapprochement du Mali avec la Russie suite aux deux coups d'État militaires de l'année 2022. En effet, l'arrivée au pouvoir du lieutenant-colonel Paul-Henri Sandaogo Damiba puis du capitaine Ibrahim Traoré, a permis à la Russie de s'implanter durablement au sein de son territoire, à travers notamment la société paramilitaire Wagner. La MINUSMA et la force Barkhane se retrouvent donc en concurrence au sein d'un même territoire avec les paramilitaires russes.

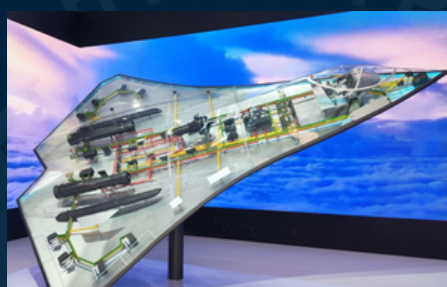
De ce fait, en plus des crises climatiques, migratoire et terroristes, le continent africain se retrouve au cœur des guerres d'influences que se livre l'Occident et la Russie. Ces guerres d'influences sont encore plus visibles depuis l'attaque russe sur l'Ukraine. À l'avenir, la position de l'Occident risque de s'amoinrir malgré le renouvellement de la MINUSMA d'une année supplémentaire.

Arnaud LECHENE



SPECTACLE AÉRIEN DE ZUHAI 2022

La semaine dernière, un rendez-vous annuel prenait place à Zuhai en Chine. Il s'agit d'un salon de l'armement chinois où les nouveautés sont présentées au public et les spectateurs assistent à des parades et spectacles acrobatiques de l'armée de l'air. Cette année, la Chine a présenté son nouvel arsenal : de nouveaux prototypes de satellites, des drones furtifs, des missiles intelligents, des nouvelles technologies, de la robotique... Aujourd'hui, il est intéressant de retenir quelques annonces qui risquent de changer le marché de l'aviation dans les prochaines années et de beaucoup faire réagir la concurrence, notamment le rival des chinois par excellence : les États-Unis.



Le FH-97A

Ce nouveau drone de combat, petit avion miniature, serait le nouveau bijou de l'armée de l'air chinoise. Ses attributs comme des missiles air-air ou encore air-sol lui permettraient de mener des missions en solo, mais l'armée l'emploierait surtout pour épauler les pilotes de F-20, le nez du drone ayant la capacité grâce à une nouvelle technologie de déployer 8 missiles guidés à infrarouges. Ainsi il est clair que le drone est armé pour le combat air-air comparé à son prédécesseur le FH-97's qui effectuait surtout des frappes au sol. Il est doté de radars surpuissants lui permettant une visibilité stricte à 360 degrés, et d'un fuselage intelligent pour garantir une liaison sûre entre toutes sortes de communications.

Le XXXX

La Chine affirme cette fois ses plans avec un avion de sixième génération qui vient concurrencer les États-Unis et notamment leur NGAD (Next Generation Air Dominance). Le projet reste inconnu mais les plans de l'avion ont été dévoilés. Il semblerait que l'aéronef soit inspiré du prototype américain : sans queue. Ainsi privé de ses attaches postérieures, l'aéronef pourrait atteindre une vitesse de croisière plus rapide et plus rapidement. Tout en diminuant ses traînées dans le ciel. Par ailleurs, cet allègement condamne le prototype à une manœuvrabilité moindre que les anciens modèles. Ainsi il est probable que l'avion se spécialise dans le combat à longue distance et la discrétion.

Le J-20

L'appareil phare chinois, l'avion de cinquième génération développé depuis près de 20ans, vient se révéler au grand jour. Il s'agit d'une grande première puisque le F-20 est apparu au sol et non dans les airs ou en manœuvre. Le monde a pu admirer la possible future terreur du ciel chinois, reconnaissable grâce à son « plan canard ».

Rodolphe UGUEN

JAPON : LE PREMIER MINISTRE FUMIO KISHIDA PROMET DE RENFORCER L'ARMÉE JAPONAISE

Le message est à présent clair. Fumio Kishida, actuel premier ministre du Japon, a promis de renforcer l'armée du pays. Jugeant la situation actuelle trop instable, ce dernier va devoir trouver des solutions compatibles, bien évidemment, avec la Constitution japonaise.

Fumio Kishida a déclaré vouloir renforcer les capacités navale et militaire de son pays dans un contexte d'instabilité au cœur même de la zone géographique du pays. En effet, avec les essais balistiques à répétition de Kim Jong Un, et la crainte d'action de force de son homologue chinois, le Japon s'apprête à se mettre sur la défensive, jugeant le risque d'un quelconque début de conflit beaucoup trop important. Rappelons également que le Japon a fermement condamné les actes de la Russie à l'encontre de l'Ukraine et que, en connaissance du passé de ces deux puissances, le risque de représailles est assez élevé.

Néanmoins si des mesures doivent être prises, celles-ci doivent concorder avec la Constitution japonaise afin de ne pas froisser l'opinion publique et les organismes internationaux. Ces changements tendent surtout à impacter l'économie du pays en matière de défense. Tokyo élabore des plans de sécurité qui pourraient nécessiter le double des dépenses de défense du pays en cinq ans. La Constitution pacifiste japonaise limite en principe ses capacités militaires. « *Nous allons accélérer les discussions réalistes sur ce qui est nécessaire pour défendre notre peuple en gardant toutes les options sur la table* » a déclaré Fumio Kishida.



« *Nous devons nous préparer à une ère où des acteurs émergents, désobéissants aux règles et utilisant la force ou les menaces pour détruire la paix et la sécurité d'autres nations* » - Fumio Kishida dans un discours lors de la revue de la flotte internationale du Japon

Selon le Premier Ministre, ces renforcements ne peuvent plus attendre et l'objectif est avant tout d'essayer d'apaiser les tensions dans une région du monde où la moindre erreur pourrait entraîner un conflit sans précédent.

Charly HURIER

RETOUR SUR LES AFFAIRES GÉOSTRATÉGIQUES ET SÉCURITAIRE DU 41^o SOMMET DE L'ASEAN À PHNOM PENH

Du côté de la Chine Populaire, le premier ministre Li Keqiang, dont le remplaçant sera nommé en mars 2023, a verbalisé sa peur face aux "irresponsabilités" des menaces nucléaires formulées autour du conflit en Ukraine et plus particulièrement par son grand partenaire russe, avec qui elle a scellé un partenariat "sans limite" autour des affaires économique-militaires.



Les rhétoriques nucléaires, formulées autant par le camp occidental que la Russie, a poussé Li Keqiang à réaffirmer l'importance de la souveraineté, l'irresponsabilité face aux menaces nucléaires et la nécessité de veiller à ce que "les armes nucléaires ne soient pas utilisées de la manière suggérée par certains".

Enfin, le président Joe Biden, dont la présence illustre la volonté étasunienne de maintenir ses intérêts dans la région, n'a pas manqué de répondre, soulignant que le contexte global tendu a occulté d'autres conflits régionaux comme celui de Taiwan. Ainsi, la clôture du Sommet s'est déroulée, malgré les tensions demeurantes, sur l'expression d'une volonté commune d'apaisement des relations entre les géants concurrents.

Ce dimanche 13 novembre, Phnom Penh, la capitale du Cambodge, a été mise à l'honneur en se faisant l'hôte du 41^{ème} sommet de l'ASEAN (Association des Nations de l'Asie du Sud-Est). Déclarée puis inaugurée à Bangkok en 1967, l'organisation asiatique formée autour des "non alignés" a réuni ses membres dans un contexte régional et international tendu.

En effet, comme un préquel du G20 à venir, les grandes questions sécuritaires ont fait écho aux imminents enjeux militaires et défensifs mondiaux. A l'image de la junte birmane, dont la guerre civile reste enlisée, le siège est resté vide, pendant que les discussions autour des lancements récents de missiles entre Séoul et Piong Yang n'ont abouti à aucun consensus.

Léane MARTIN

AMÉRIQUES

PEDRO CASTILLO : UN PRÉSIDENT DANS LA TOURMENTE DES ACCUSATIONS RÉCURRENTES DE CORRUPTION

Depuis le début de son mandat en 2021, le président péruvien Pedro Castillo a été à de nombreuses reprises visé par des accusations de corruption ou encore de trafic d'influence. Au total, six accusations ont été portées à son encontre, dont la plus récente date d'août 2022, et il a fait l'objet de procédures de destitution à deux reprises. Ces procédures n'ont pas abouti mais l'opposition au gouvernement et son président n'en demeure pas moins forte.



Le président de gauche ainsi que deux autres membres du gouvernement se sont vus accusés de ces crimes par la Procureure générale du Pérou, Patricia Benavides, entraînant un recours constitutionnel pour corruption. De plus, ces affaires ne sont pas seulement restreintes à la vie politique du président puisque même sa famille se voit accusée devenant personnellement inculpée par de nombreuses accusations. Être visé par un tel recours est inédit et menace de suspendre le président en mandat. Celui-ci se défend en affirmant que "*nous allons rester fermes malgré cette persécution politique*".

Le président perçoit toutes ces accusations comme des volontés de coup d'État de la part de ses opposants, se sentant de plus persécuté du fait de la récurrence des accusations. Mais depuis cette annonce de la Procureure générale, le pays et ses citoyens semblent se diviser entre les anti-Castillo et les pro-Castillo. C'est ce que nous pouvons voir dans les manifestations très récentes datant du samedi 5 novembre 2022. En effet, une manifestation à l'encontre du président, montrant la persistance de la colère envers ce dernier, a été organisée dans les rues de Lima. Ces manifestants étaient en grande partie des personnes des partis de droite et extrême droite du pays.

En parallèle, dans les rues de la capitale, une manifestation de soutien au président était menée. La rupture se ressent alors fortement dans ces événements et semble montrer que ce recours constitutionnel chamboule tout un pays qui se polarise autant politiquement que socialement.

Elina QUILLET

AMÉRIQUES

USA : LA “VAGUE ROUGE” QUI NE FUT PAS

Les élections de mi-mandat sont encore en cours aux États-Unis. S'il était présomptueux de déclarer une victoire anticipée pour un camp politique ou l'autre, nous noterons néanmoins que la conquête relative du Sénat par le Parti Démocrate, 50 sénateurs contre 49, contraste avec les anticipations du “Grand Old Party” (GOP) conservateur. La vague rouge attendue ne fut pas au rendez-vous. Maintenant que la composition du Sénat est faite, l'influence que cette majorité sans quorum automatique pourrait avoir sur la politique étrangère de l'administration Biden interroge.



Pour rappel, le Sénat est la chambre haute du Congrès : elle dispose de moins de compétences que la chambre basse, la chambre des représentants. Néanmoins il joue un rôle de premier plan sur les sujets de défense, tels que le financement de la Base Industrielle et Technologique de Défense (BITD) de chaque Etat fédéré par les “appropriations” et leur validation.

En tant que partie du Congrès, il est aussi chargé de valider ou non le budget annuel de l'administration, ce qui compte évidemment le budget alloué aux forces armées, notamment vis-à-vis des commandes d'équipement et de matériel. Ainsi le financement de la BITD et des forces armées devra être le fruit d'un travail bipartisan entre les démocrates et certains républicains.

Autre point capital, le Sénat est chargé de valider ou non la nomination des “flag officers”. Ce type d'officier compte les officiers supérieurs ayant leur propre drapeau, c'est-à-dire l'amirauté et le corps des généraux, ainsi que le Commandant des US Marines. Cela signifie donc que les États-Majors des diverses branches et Commandement combattant unifiés (Unified Combattant Commands, UCC) des forces armées états-uniennes, notamment l'État-Major du Président, le Joint Chiefs of Staff (JCS) devront être le résultat de compromis.

C'est ainsi la composition des personnes chargées d'écrire la future doctrine des forces armées qui est touchée. Comme pour la BITD, les sénateurs démocrates devront travailler avec une logique bipartisane. Le Parti Démocrate (DNC) ne dispose pas de quorum partisan de 51 sénateurs, c'est donc ne majorité fragile. Ainsi durant les deux prochaines années du mandat Biden, le DND devra pour faire passer ses candidats aux postes importants travailler avec des membres du GOP. Si les sénateurs, en tant que représentants des États fédérés, sont considérés comme moins partisans que les représentants de la chambre basse, la logique de politique partisane risque de mettre à mal la capacité de l'administration Biden à agir telle qu'elle le souhaite.

Paul LALOUX

AMÉRIQUES

L'AMÉRIQUE LATINE CIBLÉE PAR DES CYBERATTAQUES RUSSES

Depuis le mois d'avril 2022, l'ensemble du continent américain est la cible de cyber-attaques. Alors que leur origine était jusque-là inconnue, les nouvelles attaques ont confirmé qu'elles avaient été perpétrées par des groupes pro-russes. Ainsi, en mai dernier, quelques temps après l'élection de Rodrigo Chaves, le Costa Rica a été victime d'une attaque de grande envergure, provoquant l'arrêt des sites nationaux officiels. Les attaquants, notamment le groupe pro-russe *Conti*, ont réclamé une rançon de 10 millions de dollars américains, sans lesquels seraient libérées des informations concernant le Ministre des Finances.

Plus récemment, en ce début d'octobre 2022, cinq armées sud-américaines ont subi des séries de hacks significatifs de données par le groupe *Guacamaxa* : Mexique, Salvador, Colombie, Pérou et Chili. Des téraoctets de données militaires ont été récupérés, dont la plupart impliquant des données confidentielles comme des détails d'opérations militaires, des mails et des rapports stratégiques. Leur publication compromettrait fortement l'exercice hermétique et régulier des opérations stratégiques.

Les motivations des groupes de hackers sont le plus souvent doubles : s'ils agissent globalement à des fins politiques, revendiquant d'abord des luttes écologiques en condamnant les pays pollueurs, ils pointent aussi et de plus en plus les liens de dépendance qui unissent la partie Sud du continent américain à sa portion Nord : les États-Unis. Si les attaques se multiplient et sont efficaces par leur ampleur dans la partie sud du continent, c'est parce que les systèmes de défense des pays en question restent peu compétents dans ce domaine, leurs logiciels et systèmes informatiques comportant de nombreuses failles de sécurité.



Les investissements en Recherche et Développement restent bien trop faibles : le budget alloué est léger, selon la Banque mondiale, le budget représente 0.69% du PIB pour les pays d'Amérique Latine et des Caraïbes contre le double en Russie. D'autant plus que la cybersécurité est un enjeu primordial dans le développement social et productif : plus des ressources seront engagées dans la protection du cyber, plus les menaces deviendront inefficaces. Même si pour le moment les attaques restent courtes et sans danger en apparence, elles sont néanmoins à caractère anxiogène et présagent d'un futur aux nouveaux enjeux.

Neary VONG

AÉROSPACE

LA LUTTE ANTI-DRONE DANS LES ARMÉES OCCIDENTALES

Depuis novembre 2021, la Bundeswehr, en coopération avec les entreprises de défense Rheinmetall et MBDA Deutschland, effectue une campagne d'essais d'une nouvelle arme anti-drone : l'AED (arme à effet dirigé). Il faut noter que l'Allemagne n'est pas la seule nation à obtenir des avancées dans ce domaine. Lockheed-Martin a notamment livré son nouveau système HELIOS à l'US Navy dans le courant de l'été dernier, afin de procéder à des essais à bord du destroyer USS Preble.



Système HELIOS



Système AED allemand

L'avantage principal des AED est leur faible coût d'utilisation. Cependant, leur développement est loin d'être à son terme. Pour le moment, les AED de fabrication allemande se cantonnent à un laser d'une puissance de 20kw. À terme, il devrait atteindre les 100kw. Du côté américain, l'objectif serait plutôt entre 120 et 150 kw.

Les étapes à venir, dans le développement de ces nouvelles armes laser, devraient être la lutte contre les missiles de croisière et contre les bateaux d'attaque rapide. Ces nouvelles armes ne devraient cependant pas remplacer les systèmes de défense actuels, mais plutôt les compléter et s'intégrer dans un arsenal varié pour faire face aux menaces futures.

En France, la marine nationale prévoit de tester dans un horizon proche le système laser HELMA-P, de fabrication française, efficace contre les mini et micro-drones (entre 25 et 100 kg). On peut ici noter une nouvelle fois l'efficacité de la BITD (Base industrielle et technologique de défense) française qui a permis à une PME française (Cilas) d'offrir des solutions souveraines dans un secteur sensible à l'armée française.



Système HELMA-P

Bastien POULIQUEN

ARMEMENT

PROGRAMME DU NOUVEL ARMEMENT DE SECTION - NEXT GENERATION SQUAD WEAPON PROGRAM

En 2017, l'armée américaine lançait un programme en vue de remplacer la carabine M4, la mitrailleuse légère M249 et la munition de 5.56 mm. Les résultats de l'appel à projet ont été publiés début 2022, avec de retenue la firme SIG Sauer pour les nouveaux armements XM5 et XM250 ainsi que Winchester pour les nouvelles munitions de calibre 6.8 mm. Le projet retenu se distingue par la commande massive de systèmes de contrôle de tir informatisés et d'optiques numériques dont la production a été confiée à Vortex Optics.



Il s'agit là d'un changement radical dans l'équipement américain, alors que jusqu'à récemment, les armes à feu américaines étaient chambrées aux munitions 5.56 mm OTAN. L'armée américaine souhaite changer son ancienne M4, dont la performance est grandement limitée par l'apparition des nouvelles protections personnelles chinoises et russes. En outre, un des arguments de vente de cette plus grosse munition est la portée accrue qu'elle permet, qui, couplée à l'utilisation généralisée de systèmes de contrôle de tir, accroîtrait grandement les chances de toucher à grande distance. Il faut noter que le besoin d'une arme de meilleure portée s'est fait ressentir dès l'intervention américaine en Afghanistan où la distance d'engagement était largement au-dessus des 300 m, au-delà de la portée idéale de la M4. Le cœur de cette innovation est donc la munition de 6.8 mm, qui est présentée comme le compromis idéal entre la 5.56 et la 7.62 mm abandonnée depuis 1958 lorsque la M16 a remplacé la M14 trop encombrante.

Cette décision, bien qu'encensée par les médias, a cependant reçu une réaction mitigée de la part de nombreux soldats. Les principales inquiétudes des combattants concernent le poids de ce système. Le XM5 pèse déjà un kilo de plus que la M4 et les munitions de 6.8 mm sont nécessairement plus lourdes. Il est prévu qu'un fusilier devra se séparer d'un tiers des munitions qu'il aurait avec la précédente carabine, un mitrailleur devrait se séparer d'une centaine de munitions. Bien que l'armée américaine affirme cette perte largement compensée par la précision permise par ses optiques de visée, beaucoup pensent qu'une arme visant aussi loin s'avérera excessif. En effet, les récents constats de la guerre en Ukraine montrent que la majorité des fusillades se situent en dessous des 300 mètres. En attendant, l'armée américaine a fait une première commande de quelques dizaines de pièces afin de tester leur véritable efficacité. Le remplacement des munitions actuelles par la 6.8 mm prendra cependant du temps, avec une usine prête d'ici 2023 au plus tôt, le déploiement des potentielles M5 et M250 sera un travail de longue haleine qui pourrait bien prendre une décennie.

Kerian HUERTAS

SOURCES

• EUROPE

- Guerre des drones : le retard français
 - "Appels à projets LARINAE et COLIBRI" — *Ministère des armées*, 10 mai 2022
 - "Le ministère des Armées lance deux projets pour doter l'armée de Terre de « munitions rôdeuses »" — *Opex 360*, Laurent Iagneau, 9 mai 2022
 - "L'Europe de la défense : une opportunité pour la Tech française ?" — BPI France, 6 octobre 2022
- L'UE et son plan de bataille pour la cyber-sécurité
 - L'UE présente sa stratégie de défense — *Euractiv*, Luca Bertuzzi, 14 novembre 2022
 - "L'Union européenne élabore un plan de bataille pour la cyberdéfense" — *Le Monde*, Philippe Jacqué, 12 novembre 2022
- Ukraine : lettre ouverte de militaires russes
 - Ukraine : les raisons de la colère des soldats d'élite russes — *France 24*, Sébastien Seibt, 08/11/2022

• MOYEN-ORIENT

- L'Iran teste avec succès un lanceur de satellite
 - "L'Iran affirme avoir testé avec "succès" un lanceur de satellite" — *France 24*, 05 novembre 2022
 - "L'Iran dit avoir testé avec « succès » un lanceur de satellite" — *Arab News*, 06 novembre 2022
- Pourquoi les pays du Golfe misent sur l'hydrogène
 - "Pourquoi les pays du Golfe misent sur l'hydrogène" — *L'Orient-Le Jour*, 13 novembre 2022
 - "Hydrogène : les États à l'assaut d'un nouveau grand jeu géopolitique" — *IRIS*, 02 mars 2022
 - "Le gaz du Moyen-Orient, demi-solution pour l'UE" — *Courier International*, 09 juillet 2022
- Attentat meurtrier à Istanbul
 - "Attentat d'Istanbul : les autorités turques accusent les Kurdes du PKK, qui démentent" — *France 24*, 14 novembre 2022
 - "Attentat à Istanbul : accusé par la Turquie, le PKK dément toute implication" — *Le Monde*, 14 novembre 2022
 - "Attentat d'Istanbul : les Kurdes nient toute implication" — *L'Orient - Le Jour*, 14 novembre 2022

• AFRIQUE

- Officialisation de la fin de l'intervention Barkhane
 - "Emmanuel Macron confirme la fin de l'opération Barkhane, et annonce une nouvelle stratégie en Afrique "d'ici six mois"" - Franceinfo - 10 novembre 2022
 - "Emmanuel Macron officialise la fin de l'opération Barkhane" - Le Figaro - Nicolas Barotte - 09 novembre 2022
 - "STRATEGIE. « L'influence » comme nouvelle fonction stratégique française" - Association de soutien à l'armée française - 10 novembre 2022
- Retrait des forces britanniques de la MINUSMA
 - "Mali : le Royaume-Uni annonce le retrait anticipé de ses troupes" - Le Monde avec AFP - 15 novembre 2022

SOURCES

- "Mali : le Royaume-Uni va se retirer militairement plus tôt que prévu" - Le Figaro avec AFP - 14 novembre 2022
- "Le Royaume-Uni annonce le retrait anticipé de ses troupes du Mali" - RFI - 15 novembre 2022
- Retrait des forces britanniques de la Libye :
 - "Bouclier du désert" : un renforcement de la coopération Russo-Algérien
 - "Le directeur de la coopération militaire russe en Algérie: Une visite et des questions" - MarocHebdo - Wissam El Bouzdani - 14 novembre 2022
 - "Que font les armées algérienne et russe à la frontière marocaine?" - Le journal du dimanche - François Clemenceau - 14 novembre 2022
 - "L'Algérie organise des manœuvres militaires conjointes avec la Russie" - Franceinfo - Jean-Marc Four - 14 novembre 2022
- **ASIE**
 - Spectacle aérien de Zuhai 2022
 - <https://www.thedefensepost.com/2022/11/11/china-rival-sixth-gen-fighter-concept/>
 - https://www.youtube.com/watch?v=OD-GNTA_tGc
 - <https://www.aviacionline.com/2022/11/airshow-china-2022-fh-97a-the-chinese-loyal-wingman-project/>
 - Japon : le premier ministre Fumio Kishida promet de renforcer l'armée japonaise
 - Le Temps, rédigé par AFP et publié le 6 novembre 2022. <https://www.letemps.ch/monde/premier-ministre-fumio-kishida-promet-renforcer-larmee-japon>
 - Le Figaro, rédigé par le Figaro avec AFP et publié le 6 novembre 2022 <https://www.lefigaro.fr/flash-actu/le-japon-promet-de-renforcer-sa-capacite-militaire-20221106>
 - Retour sur les affaires géostratégiques et sécuritaires du 41^e Sommet de l'ASEAN à Phnom Penh.
 - <https://lesnouvelles.live/2022/11/11/les-dirigeants-de-lasie-du-sud-est-lancent-le-sommet-de-lasean-au-cambodge/>
 - Réunion des diplomates lors du sommet de l'ASEAN dont la clôture s'effectue sur fond de tensions, Le Petit Journal (11/2022)
- **AMÉRIQUES**
 - La phase rouge qui ne fuit pas
 - "U.S. House control hinges on tight races after Democrats take Senate", *Reuters*, 14 novembre 2022
 - American Senate official website
 - Pedro Castillo : un président dans la tourmente des accusations récurrentes de corruption
 - Chaignon, J. « Pérou : à Lima, des manifestations appellent à la démission du président Castillo », RFI, 6 novembre 2022
 - AFP. « Pérou : le président visé par un recours constitutionnel pour corruption », Le Point, 12 décembre 2022

SOURCES

- L'Amérique latine ciblée par des cyberattaques russes
 - "Des armées d'Amérique latine victimes d'un piratage d'envergure", Siècle Digital
 - "Hacking, Le Costa Rica «en guerre» après une massive cyberattaque du groupe de pirates russe Conti", Libération
 - "Des hackers pro-russes ont ciblé (et touché) des sites web de plusieurs aéroports américains" La Tribune

• AÉROSPACE

- La lutte anti-drone dans les armées occidentales
 - La marine allemande a testé avec succès un démonstrateur d'arme laser à bord de la frégate Sachsen - Laurent Lagneau, 28 octobre 2022, Opex 360.
 - *Safran et MBDA mettent la main sur la pépite des lasers Cilas, au grand dam de Lumibird* - Olivier James, 4 novembre 2022, L'Usine nouvelle.
 - *Armée: l'Allemagne teste avec succès un système laser. Ange M'toama*, 28 octobre 2022, La nouvelle tribune.





SUIVEZ DEF'INSEEC SUR

